



PLUS QUE JAMAIS LE 1ER MAI, EN ILLE-ET-VILAINE, TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION POUR NOS REVENDICATIONS

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, ce premier mai sera plus que jamais la journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs.

Depuis le début de la crise sanitaire, des millions de personnes sont confinées. De nombreux pays vivent grâce aux oublié-es, aux invisibles de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie.

Évidemment ce sont d'abord l'ensemble des personnels de santé qui n'ont pas compté leurs heures et leur dévouement. Ensuite il y a tous les salarié-es, souvent des femmes, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical du social, du nettoyage..., ainsi que tous ces agent-es de la fonction publique qui ont continué d'assurer leurs missions de service public, et plus largement ceux et celles qui travaillent au service de la population.

Les paroles de reconnaissance des gouvernements n'ont pas été suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère, et notre détermination à faire changer les choses.

Nous porterons ce 1^{er} mai 2020, bien que confiné-es, nos revendications qui sont plus que jamais d'actualité !

Car sacrifier la santé des travailleuses-eurs ce n'est pas admissible :

Si la « reprise » de la vie sociale, dont le travail fait partie, est une espérance, une nécessité pour beaucoup d'entre nous, (et pour d'autres plus pour remettre leur profit à l'ordre du jour), cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité de chacun, chacune, ainsi que celle de ses enfants. La santé, la sécurité, le droit de retrait, le droit de grève, le droit syndical doivent être respectés !

Car sacrifier les droits des travailleuses-eurs sur l'autel de l'économie n'est pas tolérable et ne pourra continuer quelle que soit la situation :

Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne peuvent durer ! Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron, ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleurs-euses : ce sont de vraies revalorisations salariales du SMIC et des salaires, en particulier dans les conventions collectives où ils sont les plus bas, tout comme dans la fonction publique !

Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité :

Vacataires, intérimaires, intermittent-es, services civiques, la précarisation des travailleur-euses s'est multipliée ces dernières années, et la situation des chômeur-euses et étudiant-es a été dégradée, tout comme celle des sans-papiers aujourd'hui ignoré-es sur le plan sanitaire comme social.

Elles et ils payent le prix fort de la situation, et les inégalités sociales explosent. Le manque d'investissement au niveau de la santé, la réforme de l'assurance chômage, la transformation de la Fonction publique, le

projet de réforme de la retraite par points, mettent à mal la protection sociale, laquelle est un socle protecteur. Nous demandons l'abandon pur et simple de ces politiques destructrices.

De plus, le développement des services publics est nécessaire et indispensable pour assurer l'égalité et répondre aux besoins de la population. De nombreuses aides sont prévues pour les entreprises, alors que pour ceux et celles qui sont dans les situations difficiles, elles restent mineures. Il faut permettre la suspension des loyers et des dépenses de toute l'énergie, une aide pour l'accès à internet et aux transports, car nous savons que si la crise sanitaire peut régresser, la situation économique et sociale va continuer à faire des dégâts.

Cette situation inédite, qui peut malheureusement perdurer, a remis en lumière l'essentiel : un hôpital et un système de santé publics avec de vrais moyens humains, matériels, financiers, un système de protection sociale large tout au long de la vie, des services publics qui ne sont pas sacrifiés par des politiques de restructurations, suppressions au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste !

Pas de reprise sans que les conditions de protection sanitaire soient réunies :

Avant de fixer des dates, il est indispensable d'avoir l'assurance de disposer de moyens de protections des salarié-es et des agent-es des services publics, conformément à des protocoles établis avec le Conseil scientifique.

Le 1^{er} mai doit permettre à chacun et chacune de s'emparer de ces revendications, et par tous les moyens de les rendre visibles.

Même confiné-es, manifestons toutes et tous le 1^{er} mai, avec des pancartes, banderoles ou en envahissant les réseaux sociaux ([#PlusQueJamaisLe1erMai](#)) et donnons à cette journée une véritable force collective !

Le 1^{er} mai, soyons visibles, solidaires, déterminées. Le jour d'après, nous ne paierons pas la crise générée par des choix politiques d'un système capitaliste mortifère.

Les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Union Pirate, Solidaires Étudiant·e·s, FSE, appellent l'ensemble des salarié·e·s, retraité·e·s, privé·e·s, jeunes, précaires, étudiant·e·s du département, à manifester à 10h dans tout le département :

- en postant sur les réseaux sociaux des messages de revendications, visuels 1^{er} mai,
- en affichant à nos balcons et fenêtres des banderoles revendicatives, des drapeaux de nos syndicats, des écharpes rouges, etc, et en scandant nos slogans.

Transformons le monde de demain en un monde vivable, de justice sociale, écologiste et féministe !

Rennes, le 27 avril 2020